



**WEBINAIRE SUR LE SEMINAIRE DE CONJONCTURE AU PREMIER SEMESTRE 2021 ET LES PREVISIONS MACROECONOMIQUES A COURT TERME DANS LES PAYS DE LA CEMAC, EN RDC, AU BURUNDI, A SAO TOME PRINCIPLE, AUX COMORES, A DJIBOUTI ET A MADAGASCAR
du 8 au 11 juin 2021**

POINTS SAILLANTS

Juin 2021

POINT 1 : INTRODUCTION

Un Webinaire sur la conjoncture au premier semestre 2021 et les prévisions macroéconomiques à court terme dans les Etats membres de la CEMAC, en RD Congo, au Burundi, aux Comores, à Sao Tomé et Principe, à Djibouti et à Madagascar, organisé conjointement par la Commission de la CEMAC, la Direction Générale d'AFRISTAT et AFRITAC Centre, s'est tenu du 8 au 11 juin 2021. Les experts des trois institutions en ont assuré l'animation.

Trois Etats membres de la CEMAC ainsi que la RD Congo, et le Djibouti étaient représentés par des participants respectivement en charge de l'analyse conjoncturelle et de la prévision macroéconomique. Le conjoncturiste du Congo n'a pas pris part aux travaux. Cinq Etats à savoir le Cameroun, le Centrafrique, la Guinée Equatoriale, le Burundi, les Comores, Sao Tome et Principe et Madagascar n'étaient pas représentés au séminaire. La Commission Economique des nations Unies pour l'Afrique Centrale a également pris part aux travaux (cf. liste des participants en annexe 1).

Ce séminaire visait plusieurs objectifs spécifiques. Il s'agissait de :

- présenter la situation conjoncturelle au premier semestre 2021 et les prévisions de la période 2021-2022 des Etats, en vue de faciliter les travaux de suivi de la Commission de la CEMAC, d'AFRISTAT, d'AFRITAC Centre, de la BEAC et des autres institutions sous régionales et régionales ;
- identifier, dans l'évolution récente de la conjoncture économique, les éléments qui déterminent le niveau des agrégats macroéconomiques de l'année 2021, et voir, dans quelle mesure, ils conduisent à réviser les prévisions des années 2021 et 2022, élaborées au second semestre de l'année 2020;
- partager l'expérience de chacun des Etats membres et des institutions régionales, ainsi que les bonnes pratiques dans ce contexte de pandémie.
- Avoir des discussions méthodologiques sur les outils d'évaluation et de simulation d'impact macroéconomique de la pandémie du COVID 19.

POINT 2 : CEREMONIE D'OUVERTURE

Les représentants des trois institutions organisatrices ont tour à tour pris la parole pour souhaiter la bienvenue aux participants et présenter les objectifs et les enjeux du séminaire en guise de mot d'ouverture du séminaire et ont souhaité plein succès aux travaux.

Après la présentation de l'ensemble des participants, le projet de programme de travail a été amendé et adopté.

POINT 3 : DEROULEMENT DES TRAVAUX DU WEBINAIRE

Les travaux ont, par la suite, été organisés en trois (03) sessions de communication (Présentations d'AFRISTAT, des Pays, renforcement de capacité et présentations des Institutions) et leur modération assurée par Monsieur Serge Jean EDI, Chef du Département Etudes et Synthèses Economiques (DESE) à AFRISTAT.

Session 1 : Communication Pays sur le diagnostic conjoncturel au premier semestre 2021 et prévisions 2021-2022

i. L'environnement international dans la base de données d'AFRISTAT

Le thème sur « l'environnement international analysé à partir de la base de données d'AFRISTAT » a été exposé par M. Serge Jean EDI d'AFRISTAT.

La présentation s'est appesantie d'abord sur la méthodologie de mise à jour de la base de données d'AFRISTAT et les difficultés rencontrées. Puis, elle a porté sur les éléments conjoncturels suivants : les

cours de change, la croissance économique, les taux d'intérêt des pays du G7, et les cours des principales matières premières. Cette communication a permis de montrer les tendances suivantes :

- les perspectives mondiales en termes d'activité annoncent une reprise générale des activités un peu ralentie par l'incertitude de la pandémie à COVID 19 ;
- les taux d'intérêt se relèvent progressivement sur les marchés bancaires des pays développés ;
- la montée inflationniste s'observerait surtout dans les pays du G7 ;
- la reprise des prix des produits de base.

ii. Conjoncture économique au premier semestre 2021 et prévisions à court terme dans les pays

Les cinq (5) Etats présents ont exposé les évolutions de leurs indicateurs conjoncturels au premier semestre 2021 et les résultats des prévisions macroéconomiques récentes sur la période 2021-2022.

Un résumé des interventions faites par les participants figure en annexe. Il en est de même de toutes les présentations du séminaire.

Session 2 : Conjoncture économique et perspectives économiques vue par les organisations sous régionales et internationales

(i) Présentation de la CEA

Le représentant de la CEA a fait une présentation qui a porté sur plusieurs points relatifs au suivi de la conjoncture en Afrique Centrale et aux modèles utilisés par la CEA notamment :

- Quelques éléments conjoncturels pour l'Afrique Centrale (fin 2020)
- Dispositifs de collecte de données
- Modèles de régression, modèles graphiques
- Modèles input output et modèles d'équilibre général calculable
- Modèles et outils d'impact environnemental
- L'outil d'analyse d'information géographique
- L'outil IPRT

(ii) Etat de la convergence et perspectives macroéconomiques en Zone CEMAC

En zone CEMAC, l'environnement économique a été fortement impacté en 2020 par la crise sanitaire engendrée par la pandémie de Covid-19 couplée avec ses répercussions sur les plans économique et social. Il a aussi été caractérisé par la contreperformance de la production pétrolière au Congo, Gabon et Tchad, ainsi que des activités gazières au Cameroun et en Guinée Equatoriale, un léger relâchement dans la consolidation budgétaire par tous les Etats membres de la CEMAC, sur fond de la pandémie de Covid-19 et de la persistance des menaces sécuritaires dans le Bassin du Lac Tchad et en Centrafrique ainsi que de la crise socio-politique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun.

Dans ce contexte, la CEMAC a connu une nouvelle récession en 2020 après celle de 2016. La croissance économique s'est établie à -2,1% en 2020 contre 2,1% en 2019. Par pays, tous les Etats membres à l'exception de la Centrafrique ont également enregistré une récession.

Pour ce qui est de l'état de conformité aux critères de convergence en 2020, il s'est dégradé en relation avec la crise engendrée par la pandémie de Covid-19. La Communauté a observé en 2020 deux critères de convergence sur quatre, ceux afférents à l'inflation et l'endettement.

Par pays, la Centrafrique a observé trois critères de convergence sur quatre à l'exception de celui portant sur l'absence d'arriérés de paiement. Le Cameroun et le Congo ont respecté deux critères de convergence sur quatre, ceux relatifs à l'endettement et l'inflation pour le Cameroun, et ceux afférents au solde budgétaire de référence et l'inflation pour le Congo. Le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad ont observé juste un seul critère, celui relatif à l'inflation pour le Gabon et le critère portant sur l'endettement pour la Guinée Equatoriale et le Tchad.

S'agissant des perspectives macroéconomiques pour 2021 et 2022, elles sont toujours sujettes à des risques assez conséquents portées en majeure partie par la persistance de la crise sanitaire engendrée par la pandémie de Covid-19 couplée avec ses répercussions sur les plans économique et social. Nonobstant, la croissance repartirait à la hausse pour atteindre 1,8% en 2021 et 2,7% en 2022.

Ces perspectives se fondent sous l'hypothèse : (i) d'une atténuation de la pandémie de Covid-19 portée par les diverses campagnes de vaccination à travers le monde et, (ii) de financements extérieurs exceptionnels

suffisamment élevés, avec à la clef de nouveaux programmes soutenus par le FMI et un élan de réformes structurelles dans l'optique de promouvoir une croissance forte, inclusive et durable, susceptible de renforcer la résilience aux chocs extérieurs et remédier aux problèmes de viabilité de la dette.

Du fait de l'accentuation des risques majeurs pesant sur les perspectives macroéconomiques de la CEMAC à court terme, **les Etats membres devraient prioritairement** poursuivre la mise en place des mesures de riposte à la crise engendrée par la pandémie de Covid-19, et continuer à satisfaire aux exigences des programmes soutenus par le FMI, notamment en ce qui concerne la viabilité de la dette et les assurances de financement.

(iii) Présentation d'AFRITAC Centre (FMI) sur les évaluations et simulations des impacts macrobudgétaires de la pandémie du COVID-19.

L'évaluation et la simulation des effets macrobudgétaires de la pandémie du COVID-19 ont été constitués des défis importants des dispositifs de cadrages macroéconomiques des pays membres d'AFRITAC Centre. Ces défis ont surtout porté sur la formulation des hypothèses sur la forme de sortie de crise (U, V ou W) en fonction des vagues de la pandémie, du type de modélisation à privilégier (sectorielle, globale). Ils ont également concerné la catégorisation des secteurs effectuée par les pays pour apprécier l'incidence de la pandémie sur les économies (secteurs exposés, touchés, hybrides, essentiels ou non essentiels), les effets de diffusion et de contagion ainsi que les canaux de transmission.

La pandémie a été décrite comme un choc structurel ayant des effets négatifs sur la productivité (Fornaro et Wolf(2020)), sur la consommation (Faria-Castro 2020) et la main-d'œuvre (Guerrieri et al. (2020)). La modélisation de son impact est en général une combinaison des effets d'offre, de demande et de chocs externes et la taille du secteur des produits de base, les déséquilibres macroéconomiques préexistants et le degré d'accès aux marchés des capitaux peuvent chacun amplifier le choc lié à la pandémie. Les simulations de politique liées à la pandémie tiennent compte des déséquilibres budgétaires et extérieurs, de l'orientation de la politique monétaire et d'autres facteurs limitant la réponse du gouvernement. De fait, l'espace budgétaire réduit rend difficile l'absorption du choc.

Les approches utilisées au cours de la période récente sont basées sur

- ✓ *des coefficients d'impact sectoriels* qui sont simples mais nécessitent des enquêtes de conjoncture rapide pour confirmer l'impact de la pandémie ;
- ✓ *des modèles multisectoriels* qui exploitent les liens entre les unités économiques (tre/mcs qui sont des extensions des modèles quasi-comptables disponibles dans les pays
- ✓ *des modèles macro-structurels* qui Décrivent les comportements des différents acteurs (ménages, entreprises, gouvernement, reste du monde) et marchés (biens et services, capitaux) ainsi que les chocs idiosyncratiques et les effets sur les revenus, les inégalités, la transformation structurelle...
- ✓ *des modèles quantifiant les politiques de confinement optimales*, en les intégrant dans les variantes des modèles macroéconomiques standard du modèle de transmission de la maladie SIR (Susceptible-Infections-Recovered). Pour suggérer des politiques optimales en fonction de la probabilité d'infection et leurs effets sur l'offre de main-d'œuvre, la demande globale et le taux de reprise économique

Les principaux enseignements qui peuvent être tirés de ces exercices pour le renforcement des dispositifs de prévisions et de simulations macroéconomiques des pays sont les suivants :

- ✓ L'évaluation de toutes les implications des politiques adoptées pour atténuer l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'économie nécessite un cadrage macroéconomique bien développé.
- ✓ Les modèles macrobudgétaires de nos pays devraient être plus intégrés, prendre en compte des dynamiques d'endettement, permettre de faire et de sauvegarder des simulations de choc individuel ou des combinaisons de choc et de prendre en compte des problématiques nouvelles (risques, environnement, climat, genre,).
- ✓ Pour aider les décideurs à réfléchir et à formuler des réponses politiques cohérentes à réagir aux chocs et à gérer les incertitudes, il convient de combiner :
 - une attention particulière aux données;
 - des prévisions (à court, moyen et long terme), et le développement des outils adéquats;
 - des analyses de sensibilité (choc individuel);
 - des scénarios (combinaison de chocs) et une évaluation des risques;
 - un examen des effets des mesures de riposte (ou plus globalement des politiques publiques);

- Une appréciation des multiplicateurs budgétaires.
- Enfin, l'extension de l'horizon politique au moyen terme à travers des projections macrobudgétaires de 3 – 5 – 10 ans permet d'éviter une concentration excessive sur le court terme.

POINT 4 : RECOMMANDATIONS DU SEMINAIRE

Les participants au séminaire ont formulé les recommandations suivantes :

Aux administrations chargées de la production de statistiques de court terme, de l'analyse conjoncturelle et de l'élaboration des prévisions macroéconomiques (INS : Institut National de la Statistique et DP : Direction de la Prévision) :

- Dans le financement des partenaires techniques et financiers (PTF) destiné à l'appui à la statistique dans les pays, prévoir une dotation pour l'amélioration des infrastructures informatiques pour le renforcement des capacités à distance (RCD)
- Prendre les dispositions pour effectuer des évaluations d'impact de la pandémie à COVID 19 sur l'économie du pays.

A AFRISTAT, à AFRITAC-Centre, à la Commission de la CEMAC et à la CEA:

- Accompagner les Etats membres dans la production des bulletins et notes de conjoncture et prévision de qualité (identification des besoins, renforcement des capacités) ;
- Mobiliser toutes les facilités offertes au plan international destinées à aider les Etats à pouvoir faire face à la crise engendrée par la pandémie de Covid-19 ;
- Partager les expériences des modèles existant dans les institutions à l'occasion des futurs séminaires ;
- Transmettre le rapport du séminaire aux pays en précisant dans la lettre de transmission que nous regrettons les pays absents et espérons qu'ils seront des nôtres la prochaine fois

Autres recommandations structurelles à suivre :

Aux administrations chargées de la production de statistiques de court terme, de l'analyse conjoncturelle et de l'élaboration des prévisions macroéconomiques (INS : Institut National de la Statistique et DP : Direction de la Prévision) :

- pour les séminaires du premier semestre, réunir au moins les données conjoncturelles des deux premiers mois de l'année en cours pour une bonne analyse conjoncturelle ;
- pour les séminaires du deuxième semestre, réunir au moins les données conjoncturelles des huit premiers mois de l'année en cours pour une bonne analyse conjoncturelle ;
- sensibiliser les hiérarchies pour une meilleure coordination des différentes structures produisant des données et des notes de conjoncture ;
- mettre en place ou renforcer des cadres de concertation technique entre conjoncturistes et prévisionnistes ;
- allouer des moyens pour rendre plus dynamiques les comités de cadrage macro-économiques dans les pays ;
- solliciter, en cas de besoin, l'assistance des institutions compétentes pour la production des bulletins et notes de conjoncture et prévision de qualité ;
- prendre les dispositions nécessaires pour collecter les données à temps, produire et diffuser des bulletins et notes de conjoncture de qualité dans les délais afin qu'ils soient plus utiles aux utilisateurs et décideurs ;
- Mettre en œuvre de profondes réformes structurelles dans l'optique de promouvoir une croissance forte, inclusive et durable, susceptible de renforcer la résilience aux chocs extérieurs et remédier aux problèmes de viabilité de la dette,

A AFRISTAT, à AFRITAC-Centre, à la Commission de la CEMAC et à la CEA:

- sensibiliser les hautes autorités nationales sur l'importance de la statistique comme outil de décision pour un développement aux plans économique, social et environnemental ;

Le prochain séminaire est prévu pour la semaine du 9 au 12 novembre 2021.

ANNEXES

ANNEXE 1 : LISTE DES PARTICIPANTS

Pays	Institutions	Représentants	Fonctions	Adresse postale	Téléphone	E-mail personnel	Email Institution
Congo	DGE	Amed Stown BORGIA	Chef de service la conjoncture	BP 1111 Brazzaville	00 242 06 6269908	stownborgia@gmail.com	
Gabon	MEPPDD/ Direction générale de l'économie	IKAPI ERIC	Chef de service	BP 6184 Libreville		ikapitash@yahoo.fr	www.dge.gouv.ga
Gabon	MEPPDD/ Direction Générale de l'Economie	Sandrine NTSAME	Chef de Service	BP 6337 Libreville	+241 07482366	ntsamejulie@yahoo.fr	www.dge.gouv.ga
Guinée Equatoriale	Institut National de la Statistique (INEGE)	FRIDA	Chef de Département des Statistiques et études économiques			pafugu@inege.gg / pascualobispo23@yahoo.com	
Tchad	INSEED	FANGAMLA MARANDI	Responsable de la conjoncture	BP 453 N'djamena	+235 66 27 52 49	fangenf@yahoo.fr	
Tchad	MFB / DGB / DEP	BADY EBE	Directeur Adjoint des Etudes et de la Prévision	BP 2388 N'djamena		badyebe@gmail.com	
Tchad	MFB / DGB / DEP	Boris Kagonbe		BP 2388 N'djamena			
Autres pays							-

RDC	Ministère du Plan/DEME	Junior Panu Kitenge INS/RDC	Directeur			panukitenge@gmail.com	
RDC		Lupapa Libote					
RDC		Pegui BENGA	Cadre de la Prévision				
Sao Tome Principe		M. Abdul Almeida Afonso de Barros,	chef du département des politiques macroéconomiques.			abdulbarros@hotmail.com	
Dibouti	Direction de l'économie et du plan / MEFI	Ayanleh djama wabaeri	chargés des prévisions macroéconomiques			ayanlehdjama@gmail.com	
Djibouti	Direction de l'Economie et du Plan	Amina Ibrahim robleh	chargés des prévisions macroéconomiques			amina.ibrahim.roble@gmail.com	
Djibouti	Direction de l'Économie et du Plan Ministère de l'Économie et des Finances chargé de l'Industrie	KADRA AHMED SAID	Chargée du Suivi macroéconomique			ardaksh85@yahoo.fr	
Institutions							

CEMAC	Dépt politiques économique, monétaire et financière	NGUEMENI Jean Claude	Directeur de la Surveillance multilatérale			nguemenijeanclaude@yahoo.fr	
CEMAC	Dépt politiques économique, monétaire et financière	DJIMTOINGAR NADJIOUNOUM	Directeur des Etudes Economiques	BP 298 Malabo	+236 75 05 57 74	djimtoingar@yahoo.fr	cemac@cemac.int
CEMAC	Dépt politiques économique, monétaire et financière	Roland Marc LONTCHI TCHOFFO	Directeur de la Statistique	BP 298 Malabo	+236 75 13 17 17	rlontchi@gmail.com	cemac@cemac.int
CEMAC	Dépt politiques économique, monétaire et financière	Mamadou Issa Baba	Directeur des Finances Publiques				
AFRISTAT	DASD	Bougouna Seydou COULIBALY				bscoulibaly@afristat.org	
AFRISTAT	Département des Etudes et Synthèses Economiques	Serge Jean Edi	Expert Economiste Principal	BP E-1600, Bamako	+22370275015	serge.edi@afristat.org	-
CEA		Issoufou Seidou Sanda	Economiste statisticien			seidou@un.org	-
AFRITAC Centre	AFRITAC Centre	Severin KAMGNA	Conseiller			skamgna@imf.org	-

ANNEXE 2 : RESUME DES PRESENTATIONS DES PAYS

Congo

La récession observée en 2020 (-5,4%), devrait s'atténuer en 2021 (-0,1%), en lien avec les mesures prises par le gouvernement, dans un premier temps pour atténuer les effets de la crise sanitaire, et en seconde temps pour relancer l'activité économique. Ces mesures produiront les effets escomptés à partir de 2022, où le PIB réel afficherait une croissance de 2,5%, en rapport le dynamisme du secteur hors pétrole (0,3%) et pétrolier (7,2%).

Le niveau général des prix à la consommation devrait augmenter en 2021 (2,6%) et en 2022 (2,8%), mais elle demeurerait en deçà de la norme communautaire (3%).

Le commerce extérieur, il se caractériserait par un excédent du solde de compte courant en 2021, et un déficit en 2022. L'excédent de la balance commerciale attendue en 2021, devrait s'amenuiser en 2022, en lien avec la baisse des exportations (-4%), notamment celles du pétrole brut (-7,9%). Dans le même temps les importations croitraient de 6,3% et 9,8%.

Du côté des finances publiques, la pression fiscale devrait passer de 5,4 en 2020 pour s'établir à 9,7 et à 5,3 respectivement en 2021 et 2022, traduisant ainsi les efforts du Gouvernement dans la mobilisation des recettes hors pétrole. Après un effondrement de 26,9%, les recettes devraient augmenter de 9,1% et de 5,6% consécutivement en 2021 et 2022, en rapport avec l'évolution aussi bien des recettes pétrolières (11,3% et 6,3%) et non pétrolières (7,3% et 4,3%). Les dépenses quant à elles, devraient continuer à croître en 2021 (+0,5%), en lien avec la hausse des dépenses courantes (+1,8%), et ce nonobstant une baisse des dépenses en capital de 4,5%. En 2022, elles régresseraient de 7,1%, du fait de la diminution des dépenses courantes (-9,9%), et ce malgré une hausse des dépenses en capital de 4,8%. En conséquence, le solde budgétaire primaire ressortirait excédentaire de 1,3% du PIB en 2021. En 2022, il serait déficitaire et représenterait -2,1% du PIB. De son côté le solde budgétaire base engagements dons compris demeurerait déficitaire de 1,2 et 3,9% du PIB respectivement en 2021 et 2022.

La situation monétaire se caractériserait par : (i) une dégradation des avoirs extérieurs nets en 2021 (-40,5%) et un bond en 2022 (99,1%) ; (ii) une hausse des avoirs intérieurs nets de 17,7% et 6% respectivement en 2021 et 2022 ; (iii) une progression de crédits à l'économie en 2021 (2,5%) et une baisse de 0,5% en 2022 ; (iv) une quasi-stagnation (-0,2%) de la masse monétaire en 2021 et une augmentation en 2022(20,6%).

Djibouti

- La croissance économique en 2020 est de 1,2% suite à une reprise des activités observées à partir du troisième trimestre 2020 notamment dans les secteurs du bâtiment, du commerce et le secteur de l'hospitalité (tourisme, aéroportuaire).
- L'inflation est quasiment maîtrisée au premier trimestre 2021 (+0.5% en 2021)

Cette légère hausse de prix concerne le secteur des produits alimentaires et boissons non alcoolisées mais aussi des boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants

- En 2020, suite au COVID-19, l'économie nationale a été touchée de plein fouet à l'instar des autres pays du monde avec une perte de croissance de 7,3 points de pourcentage (1,2% en 2020).
- A compter de 2021, les prévisions suggèrent une reprise forte de la croissance économique qui atteindra 7,0%. La croissance devrait rester sur une tendance haussière dans les prochaines années à venir.

Gabon

Après trois mois d'activité en 2021, l'observé conjoncturel fait ressortir fragilité de l'activité économique nationale. En effet, les activités du **secteur primaire** (à l'exception de la production pétrolière et l'hévéaculture) ont été bien orientées. Par contre, les secteurs **tertiaire** et **secondaire** ont dans l'ensemble enregistré des contreperformances, sous l'effet du durcissement des mesures gouvernementales prises en vue de contrer les nouvelles vagues de propagation du coronavirus (maintien de la fermeture de certaines activités, limitation des déplacements des populations, rapprochement des horaires du couvre-feu).

Au cours de la période sous revue, il ressort que le solde commercial reste excédentaire mais se détériore de 58,8% à 298,6 milliards de FCFA, pour un taux de couverture en baisse de 126 pts.

Après avoir connu une récession économique de 1,8% en 2020, l'activité économique repartirait à la hausse en 2021 pour se situer à un taux de croissance de 1,5%. Cette prévision de croissance a été révisée à la baisse de 1,1 point par rapport aux projections initiales de la Loi de Finances Initiale (LFI 2021). On assistera à un déficit public qui se dégrade à -3,6% du PIB. En 2022, les performances macroéconomiques s'amélioreraient à 3,9%, soutenues par le pétrole (+13,1%) et hors-pétrole (+2,9%) avec une atténuation du déficit public à 1,5% du PIB.

RD Congo

La conjoncture du premier trimestre 2021 reste marquée par la reprise des activités dans le secteur minier avec la reprise de cours de matières premières sur le marché international (cuivre, cobalt, zinc et or). La croissance économique reste soutenue pour cette année 2021 par le secteur minier à hauteur de 11,0 % contre 9,7 % pour l'année dernière, soit une hausse de 1,3 % en termes de glissement annuel. Sur base des mesures visant à contenir la propagation de la pandémie de COVID_19, la croissance du PIB réel observée s'est située à 1,7% pour l'année 2020 contre 4,4 % en 2019.

Tchad

La situation conjoncturelle reste morose malgré la levée de toutes les mesures barrières. L'indice de la production industrielle est en baisse au terme de ce trimestre et devrait continuer avec la baisse continue de la production pétrolière. Le cours du pétrole reste à un niveau bas sur fond d'une crise sanitaire impactant négativement la demande de pétrole. Les recettes pétrolières sont en hausse par rapport à un an plutôt.

Les prix à la consommation sont en baisse au premier trimestre 2021 sous l'effet de la levée des mesures barrières et de l'arrivée sur les marchés des produits de la campagne 2020-2021.

Au vu de la conjoncture internationale et nationale au 1er et 2e trimestre 2021, l'économie tchadienne reste toujours marquée par la pandémie de COVID-19 et la situation politico-militaire. Elle devrait enregistrer une reprise de la croissance avec des taux respectifs de 4,4% en 2021 et 5,1% en 2022 après une contraction de 0,3% en 2020. Cette reprise de l'activité économique en 2021 et 2022 résulterait à la fois du secteur pétrolier qui enregistrerait une hausse de 6,3% en 2021 et 10,8% en 2022 et du secteur non pétrolier de 4,1% en 2021 et 4,0% en 2022.